

# Quelle stratégie de l'Etat français pour soutenir le secteur spatial.

## Un secteur public

Le secteur spatial n'est pas un secteur comme les autres. Il est stratégique à plusieurs titres

L'accès à l'espace, via lanceurs, satellites et services spatiaux, scientifiques, de communications et d'observation est à la fois un service public en soi et une condition pour l'existence d'autres services publics (transports, communications, agriculture, aménagement du territoire, et les secteurs qui découlent de ceux-là.

Sans secteur spatial, tout s'arrête. Garantir le développement et le fonctionnement d'un secteur spatiale autonome en France et en Europe passe par une logique de services publics.

Un secteur spatial dépendant d'intérêt financiers mondialisés ne garantit rien. Une entreprise ou un secteur qui dépend de la loi du marché est susceptible de freiner ou de s'arrêter à tout moment, en fonction de l'intérêt des actionnaires de placer leurs argents dans des secteurs plus rentables.

Sans secteur spatial, tout s'arrête.

Et pourtant, des dirigeants de grosse entreprises, Airbus Defence & Space, Thales Alenia Space remettent depuis le début de l'année 024 en cause tout le développement de ce secteur en criant au manque de rentabilité.

Sans secteur spatial, pas de défense nationale.

Le spatial français et européen s'est construit sur un investissement public massif, directement via de l'actionnariat public, des aides financières et des commandes publiques, et indirectement par la mise à disposition d'environnement favorable à l'implantation d'usines dans les territoires et d'aides à l'export. Aux USA, SpaceX est biberonné par l'argent public. En France et en Europe, il faudrait confier ce secteur à la seule loi du marché ?

**L'Etat français reste un actionnaire majeur des grandes entreprises françaises du spatial et de leurs filiales**, du groupe Safran du groupe Airbus et de groupe Thales.

L'Etat français et L'Europe via la commission Européenne et l'ESA sont également des acteurs indispensables en tant que clients. Leurs commandes garantissent la viabilité de certains pans du secteur, à commencer par celui, indispensable des lanceurs, et donnent les garanties à la recherche et au développement du domaine.

La France et l'Europe sont acteurs et décideurs.

Du moins, ils sont sensés l'être.

## Un secteur aux mains du privé, sans vision à long terme

Le secteur spatial semble dorénavant être totalement libéralisé, sans contrôle ni gouvernance publique claire et visible. L'intersyndicale du CNES dont fait partie la CGT a dénoncé cette absence de vision gouvernementale, qui donne les clefs au secteur privé, grandes entreprises et start-ups plus ou moins sérieuses, sans le pilotage assuré auparavant par le Centre Nationale d'Etudes Spatial, réduit à distribuer des subventions sans contrôle.

Il en est de même des subventions que sont les crédit import recherche, financé par l'Etat sans contrôle des projets qui y sont liés.

**L'Etat, cofinanceur de la recherche dans le domaine, a-t-il donné son aval au gel des la R&D décidé en 2024 à Airbus Defence&Space et à Thales Alenia Space ?**

Le spatial a besoin de vision long terme, d'investir dans des programmes pour les décennies à venir. Pas de se focaliser sur les bénéfices trimestriels ou le cours de l'action.

**L'Etat, actionnaire et client de ces entreprises, a-t-il validé le plan de gel des investissements, le renoncement à de nombreuses réponses à appel d'offres en 2024 à Airbus Defence&Space et à Thales Alenia Space ?**

Le spatial est un secteur complexe, à haute valeur ajoutée. Il nécessite des salariés expérimentés, qualifiés. Or, depuis le Covid, il peine massivement à recruter à hauteur des besoins et pour compenser les départs des salariés qui ont doublé ou triplé par rapport à la période avant Covid, avec des taux de turnover de l'ordre de 10%, du jamais vu dans un secteur où il faut plusieurs années pour acquérir les qualifications nécessaires) Pourtant, le secteur spatial est en pleine expansion et les entreprises ont leurs carnets de commandes à des niveaux historiquement hauts.

**L'Etat, actionnaire et client de ces entreprises, a-t-il validé le plan de gel des embauches et de réduction des effectifs à Airbus Defence&Space et à Thales Alenia Space?**

L'Etat a-t-il conscience de l'importance de l'emploi du spatial dans les bassins d'emploi que sont Toulouse, Bordeaux, Cannes, entre autres.

## Des annonces des directions anxieuses et non étayées

A Airbus Defence&Space et à Thales Alenia Space, les directions crient au loup, et annoncent des situations économiques catastrophiques. Pourtant elles sont bien en peine d'étayer leurs propos. Thales Alenia Space n'a toujours pas publié ses comptes 2023, Airbus Defence and Space vient de le faire avec plusieurs semaines de retard et des difficultés à faire valider ses comptes par le commissaire aux comptes. Pour ces directions, qui admettent que les carnets de commandes sont pleins, le problème c'est l'EBIT. Depuis quand un secteur stratégique est piloté par l'EBIT, et non par les commandes à honorer, les investissements à honorer ?

Il faut savoir que ces entreprises du spatial sont totalement intégrées financièrement à leur groupe mère (Airbus, Thales, Safran), à qui elles paient les loyers de leurs bureaux, les salaires de leurs managers, d'autres frais divers et font remonter tous leurs excédents de trésorerie. La rentabilité des entreprises du spatial est donc totalement intégrée à celle de leurs groupes. En 2023, Airbus, Safran et Thales ont respectivement publié des résultats d'exploitation de 6Mds, 3Mds, et 2 Mds d'euros. Pas assez visiblement pour des groupes qui fragilisent un secteur pour viser davantage de rentabilité à court terme.

Quel respect pour les salariés qui apprennent des rumeurs de fusions, de suppression de postes dans la presse ? Quelle considération pour la responsabilité employeur en matière de santé sécurité quand les salariés doivent faire face à plus de charge de travail avec moins d'effectifs, moins de moyens, et interdiction d'acheter tournevis ou clavier d'ordinateur pour cause de « chasse aux coûts » et que les situations d'épuisement professionnels explosent comme le démontrent les chiffres d'absentéisme depuis un an de nos entreprises du spatial ?

Alors que les directions des grandes entreprises du spatial français refusent toute transparence en matière d'information économique et stratégique aux instances du personnel, au mépris des obligations légales, obligeant ces instances, comme le comité européen et CSE-C de Thales de refuser les processus d'information consultation, **quel rôle compte jouer l'Etat français et quelle vision PUBLIQUE porte le nouveau gouvernement pour le secteur spatial et pour ses salariés ?**